

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2013 (2de partie)

Panorama législatif et réglementaire de l'année 2013 (2de partie)

La rédaction LexisNexis

20/01/2014

Ce second volet du panorama législatif et réglementaire est consacré au dernier trimestre de l'année 2013 (**JO du 1e roctobre au 31 décembre**). Il intervient après que la question de la qualité des normes et de la nécessité de leur simplification a fait l'objet d'une vive actualité médiatique, portant notamment sur le discours de vœux du président du Conseil constitutionnel critiquant « les bégaiements et les malfaçons législatives » ou les invitations du président de la République à « légiférer » par voie d'ordonnances et à simplifier efficacement la réglementation pesant sur les entreprises (V. les références bibliographiques plus bas).



Ce panorama confirme la tendance, engagée sous le Gouvernement *Fillon* et confirmée sous le Gouvernement *Ayrault*, à une relative modération ou décélération du flux normatif (V. *Lexis360, Dossier 30. oct. 2013, 1re partie*). En matière d'**inflation normative**, « *l'inversion de la courbe* » paraît, elle, bien réelle, même si la question se pose encore de savoir si cette tendance est provisoire ou pérenne. Et, quoi qu'il en soit, le flux normatif actuel demeure extraordinairement élevé comparativement à celui produit jusqu'à la deuxième moitié des années 1990.

Quelques données quantifiées, ainsi que la sélection des principaux textes parus au *Journal officiel*, permettent d'illustrer ce constat et sont l'occasion de rappeler l'essentiel des réformes intervenues fin 2013.

Les chiffres. - Du 1er octobre au 31 décembre 2013, environ **6 700 textes** de toute nature (y compris avis, instructions, circulaires... ; textes généraux comme mesures nominatives) ont été publiés au **Journal officiel**

. Ce flux est du même ordre que sur la même période de l'année 2012 (6 600) mais moindre que sur celle des années 2011 et 2010 (8 000 et 7 200).

Le constat d'une relative « désinflation normative » se vérifie également sur l'ensemble de l'année, puisque près de **26 300** textes ont été publiés en 2013, alors que 27 200 l'avaient été en 2012, 29 100 en 2011, 28 200 en 2010.

On observera également que ce mouvement s'accompagne hélas d'une **dégradation de la qualité formelle (rédactionnelle ou légistique) des lois**, ainsi que l'a souligné Jean-Louis Debré, **et plus encore de celle des règlements** (pour des développements contentieux, V. par ex., à propos des « malfaçons rédactionnelles entachant [un] décret », CE, 4 déc. 2013, n° 357839, *Ass. France Nature Environnement* : JurisData n° 2013-027985 *ou encore* CE, 29 oct. 2013, n° 360085, *Ass. Les amis de la rade et des calanques* : JurisData n° 2013-024423).

La Rédaction Législation LexisNexis. - La sélection et le traitement qui sont réalisés sur ce flux normatif par **LexisNexis** permettent de donner une mesure de son impact.

Au titre du dernier trimestre 2013, 400 textes auront été sélectionnés et intégrés dans le fonds de législation consolidée de *LexisNexis* (*Codes et lois* en ligne : 88 Codes et près de 44 000 textes non codifiés), qui auront conduit à apporter plus de 5 000 modifications à ce fonds. Sur l'ensemble de l'année, 1 300 textes auront été retenus et 16 500 modifications traitées (contre respectivement 1 400 à 1 600 et 18 000 à 21 000 dans les années précédentes de la décennie).

Les textes - Outre la loi de financement de la sécurité sociale (L. n° 2013-1203, 23 déc. 2013) et les deux lois de finances (L. fin. n° 2013-1278, 29 déc. 2013 et L. fin. rect. n° 2013-1279, 29 déc. 2013), **parmi les plus importants textes ou ceux intéressant plus** spécifiquement l'exercice des **professions juridiques et judiciaires** et publiés lors de ce dernier trimestre, on pourra relever les suivants :

- ordonnances n° 2013-888, n° 2013-889, n° 2013-890 du 3 octobre 2013 relatives au logement (et décret n° 2013-891 de même date)

- lois n° 2013-906 et n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relatives à la transparence de la vie publique (et décrets n° 2013-1204 et n° 2013-1212 du 23 décembre 2013)

- décrets n° 2013-936 et n° 2013-937 du 18 octobre 2013 et n° 2013-1052 du 22 novembre 2013 pris pour l'application de la loi n° 2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public

- arrêté du 18 octobre 2013 relatif à la signature électronique des décisions de justice rendues en matière civile par la Cour de cassation

- décret n° 2013-960 du 25 octobre 2013 portant création d'un Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales

- décret n° 2013-993 du 7 novembre 2013 fixant les modalités de mise en place et de fonctionnement des commissions départementales des valeurs locatives des locaux professionnels et des commissions départementales des impôts directs locaux

- loi n° 2013-1005 du 12 novembre 2013 habilitant le Gouvernement à simplifier les relations entre l'administration et les citoyens

- décret n° 2013-1034 du 15 novembre 2013 relatif aux centres de gestion et associations agréés et aux professionnels de l'expertise comptable

- décrets n° 2013-1112 et n° 2012-1113 du 4 décembre 2013 relatif à la partie réglementaire du Code de la sécurité intérieure

- lois n° 2013-1114 et n° 2013-1116 du 6 décembre 2013 portant application de l'article 11 de la Constitution [référendum]
- loi n° 2013-1115 du 6 décembre 2013 relative au procureur de la République financier
- loi n° 2013-1117 du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière
- décret n° 2013-1169 du 17 décembre 2013 modifiant le décret n° 2011-110 du 27 janvier 2011 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé LRPPN 2 [rédaction des actes de procédure judiciaire]
- ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique
- décret n° 2013-1213 du 23 décembre 2013 portant modification du Code de justice administrative [admission des pourvois en cassation devant le Conseil d'État]
- décret n° 2013-1235 du 23 décembre 2013 relatif aux obligations déclaratives afférentes à l'article 199 *novovicies* du Code général des impôts [dispositif Duflot]
- décret n° 2013-1236 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités d'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi
- arrêté du 23 décembre 2013 relatif au régime prudentiel des sociétés de financement
- arrêté du 24 décembre 2013 relatif aux conditions et modalités de port du numéro d'identification individuel par les fonctionnaires de la police nationale
- décret n° 2013-1258 du 27 décembre 2013 modifiant l'organisation judiciaire
- décret n° 2013-1268 du 27 décembre 2013 portant modification du décret n° 2012-652 du 4 mai 2012 relatif au traitement d'antécédents judiciaires (et CNIL, délib. n° 2013-273, 26 sept. 2013)
- arrêté du 27 décembre 2013 portant homologation de la norme d'exercice professionnel relative aux prestations relatives aux informations sociales et environnementales entrant dans le cadre des diligences directement liées à la mission de commissaires aux comptes
- décret n° 2013-1280 du 29 décembre 2013 relatif à la suppression de la contribution pour l'aide juridique et à diverses dispositions relatives à l'aide juridique

Nota : ces textes et ceux qu'ils modifient peuvent être consultés dans leur version consolidée (Codes et lois) sur Lexis360

La Rédaction Législation.

Contenus LexisNexis

- S. Braconnier (et autres), Le silence de l'Administration vaudra acceptation : big bang ou trou noir ? : JCP G 2013, act., 1324
- D. Béchillon (de), Prudence - Réfléchir pour faire de meilleures lois ? : JCP G 2013, act., 1392
- J.-Y Maréchal, Abrogation de la loi sur les citoyens assesseurs en correctionnel : retour sur une

controverse : Lexis360, Dossier, 28 nov. 2013, www.lexis360.fr

- N. Molfessis, La QPC posée sur un texte déjà déclaré inconstitutionnel. Peut-on tuer un mort ? : JCP G 2013, act., 1036

- E. Nicolas et M. Robineau, Prendre le droit souple au sérieux ? À propos de l'étude annuelle du Conseil d'État pour 2013 : JCP G 2014, 116

- J.-M. Pontier, L'évaluation des normes applicables aux collectivités territoriales : JCP A 2013, Étude 2366.

- Aménagement des règles d'imposition des plus-values immobilières : D.O Actualité 1/2014, 6 janv. 2014, comm n° 2, spéc. §§ 13-15.

Sur le Web

- Comité interministériel pour la modernisation de l'action publique, Relevés de décisions du 18 décembre 2013 : <http://www.modernisation.gouv.fr>

- Debré J.-L., Discours de vœux au Président de la République du 6 janvier 2014 : <http://www.conseil-constitutionnel.fr%20et%20Hollande%20F.,%20Vœux%20au%20Conseil%20constitutionnel>
: <http://www.elysee.fr>

- Furbury P-A, Choc de simplification : Hollande veut passer à la vitesse supérieure : <http://www.lesechos.fr> (9 janv. 2014)

- Lambert A., Choc de simplification : la machine administrative est folle ! (entretien) : <http://lexpress.fr> (31 juill. 2013)

- Lefebvre E., Chocs en stock : <http://www.lesechos.fr> (9 janv. 2014)

- Roger P. : le rappel à l'ordre de Jean-Louis-Debré à l'exécutif : <http://www.lemonde.fr> (6 janv. 2014)

- Samuel, La valse des textes inutiles : <http://authueil.org> (26 déc. 2013)

- A. Viladies, Bilan de la session parlementaire : <http://www.gouvernement.fr>

- Hollande recommande les décrets et ordonnances pour «?faire avancer les dossiers?» : <http://www.lesechos.fr> (3 janv. 2014)